



En mémoire Guy Ferland p. 3

Texte d'un grand journaliste que nous ne lisons plus.



Moyen-Orient p. 4

Sharon et Doubleyiou: même combat selon Pierre Vadeboncoeur



Nouvelle Presse p. 8

La relation trouble entre Martha Stewart et le nouveau look de La Presse

Le Couac

Un drôle d'oiseau



Vol. 7 • n° 02

Novembre 2003

3,50 \$



Lettre ouverte aux dirigeants syndicaux sur l'article 45



VOUS NE DOUTEZ PAS, j'ose l'espérer, que vous et moi sommes globalement du même bord. Vous me permettez donc de vous parler sans détour et franchement, comme à un ami, à un ami qui me déçoit beaucoup.

Je suis, en effet, de ceux qui pensent que, depuis au moins deux décennies, au Québec, vous avez finalement, et dans une trop large mesure, été des fossoyeurs du syndicalisme.

Cela s'est fait petit à petit, subrepticement, de compromission en compromission, de concession en concession, de sommet social en sommet social, de consensus en consensus. Il me semble qu'à chaque fois, vous acceptiez les définitions des questions et des enjeux que d'autres avaient données et que, partant de là, vous tentiez tant bien que mal d'adapter vos discours, vos analyses et vos pratiques à ce cadre. Ce qui ne pouvait manquer d'arriver arriva: en cours de route et à force de ne jamais avoir à les prendre en compte et à les réaffirmer, vous me paraissez avoir oublié jusqu'à votre raison d'être, vos valeurs et vos idéaux.

Aujourd'hui, vous semblez presque gênés de dire ce qu'ils sont, de reconnaître que vous les incarnez et surtout d'admettre ce qu'ils impliquent: qu'ils vous placent en situation de conflit avec les autres «partenaires sociaux», qu'ils n'ont rien à voir avec un grand nombre des valeurs que les autres incarnent et qu'ils en sont souvent l'exacte négation.

Ces compromissions ont eu des conséquences désastreuses. L'une d'elles est que le grand public — et peut-être surtout les plus jeunes — n'ont depuis vingt ans eu que cet exemple pour se faire une idée du syndicalisme.

Où tout cela nous conduit finalement m'a semblé très clair lors de la marche sur le

Sommet de Québec au printemps 2001, marche à laquelle les syndicats québécois participaient aux côtés de groupes sociaux et de militants de tous bords: quand ces militants ont pris à gauche, vers le lieu où les gouvernements et les entreprises complotaient — pardon: se réunissaient —, les syndicats, eux, ont pris à droite, littéralement.

En un mot, voici ce que je soutiens: vous avez longtemps cru sagement composer avec les autres forces en puissance, mais vous perdiez votre âme. Vous avez cru faire œuvre utile en allant à de consensuelles réunions sociales et vous perdiez votre identité. Vous avez cru jouer un rôle social et vous avez oublié ce qu'est votre rôle.

À force de ne jamais avoir à les prendre en compte et à les réaffirmer, vous me paraissez avoir oublié jusqu'à votre raison d'être, vos valeurs et vos idéaux.

Voici cette fois un gouvernement, celui de Jean Charest, qui s'avance, gros Jean comme devant, avec un projet de «modernisation» et de «réingénierie» (sic!) de l'État. Je sais, vous savez, tout le monde à qui il reste trois neurones en état de marche sait qu'il s'agit d'une matraque et chacun sait aussi sur quelles têtes cette matraque va tomber: celles des gens que vous devez défendre. Au cas où ce ne serait pas clair, le gouvernement Charest a la gentillesse de nous le souligner d'un trait rouge en amorçant sa modernisation de l'État par un puissant assaut contre l'article 45 du Code du travail. Soyons clair, nous aussi: la hache que le gouvernement Charest veut mettre dans l'article 45, cela veut dire que des gens, vos membres, qui gagnent en ce moment un salaire tout juste décent et qui ont

un minimum de protection et d'assurance vont demain se retrouver sans protection, sans assurance et avec un salaire extraordinairement amputé. C'est cela qui est en jeu et ça concerne quantité de gens.

Durant les dernières semaines, j'observais vos réactions à ce projet. Pardonnez ma brutalité: on jurerait que vingt ans à patauger dans la poutine consensuelle ne vous ont rien appris. Vous cherchez des solutions, menacez gravement (tout le monde pouffe de rire) et sortez des études qui montrent qu'il se fait déjà pas mal de sous-traitance chez nous, que ça ne nuit pas au profit et ainsi de suite. Bref: vous acceptez encore une fois la manière dont le Conseil du patronat et le Gouvernement posent la question et vous vous accordez tant bien que mal — plutôt mal, en fait et par définition — de ce cadre.

Je suggère que vous sortiez de ce cadre et passiez à la vitesse supérieure. Je suggère que vous avez tout à gagner à le faire, tout à gagner auprès de vos membres et auprès du grand public. Plus encore: je suggère que toute la société, patrons exclus — mais qu'il est chouette de les exclure, non? — a tout à gagner que vous passiez à une autre vitesse, que vous passiez à l'offensive, que vous rappeliez que vous avez des dents, que vous avez des valeurs propres, des idéaux propres et des raisons d'être qui vous placent parfois, nécessairement, en situation d'opposition. Et que c'est justement le cas avec l'article 45.

L'occasion est en or. Très peu nombreux sont les Québécois qui n'ont pas, dans leur famille, dans leur milieu, quelqu'un qui n'est pas ou n'a pas été touché par la sous-traitance. Tout le monde sait donc, d'expérience parce qu'il l'a vécu ou parce qu'un ami ou un parent l'a vécu, de quoi il retourne. Partez de là. Menez une énorme campagne. Rappelez, concrètement et précisément, contre qui et contre quoi, en faveur de quoi et en faveur de qui vous combattez. Bref: parlez de ces thèmes que vous n'osez plus aborder. Et allez plus loin encore; donnez tout de suite un exemple.

Car c'est ici que je voulais en venir. Avec une suggestion. La voici: ne défendez plus l'article 45; passez à l'attaque et réclamez son élargissement. Profitez en pour vous repositionner sur le tableau social, économique et politique.

Je pense sincèrement qu'un énorme changement de cap s'impose dans les centrales syndicales et que notre meilleure stratégie est quelque chose qui ressemble à ce que je viens de dire et pour les raisons que j'ai dites. Et qu'il est plus que jamais le temps de passer aux actes.

Solidairement et anarcho-syndicalement vôtre,

NORMAND BAILLARGEON

In memoriam

Jean Chrétien a dit aux journalistes que «[Izzy] Asper sera difficile à remplacer» (Reuters, 07-10). Effectivement, les grands dictateurs laissent toujours un espace béant lorsqu'ils finissent par enfin disparaître.

Célébration

Le Couac a tenu à souligner le décès d'Izzy Asper. Le prix de la bouteille de champagne sera facturée à CanWest Global.

MARTIN BIENTÔT À LA BARRE



Scandales

Scandale en Allemagne: le chancelier Schröder se teindrait les cheveux (Reuters 28-09). Scandale au Canada: la bedaine de Paul Martin serait fausse. C'est en réalité son porte-monnaie.

Alléluia!

Ariel Sharon est le nouveau messie: il marche sur les os.

SOUTENEZ UNE PRESSE LIBRE ET VIVANTE EN APPUYANT LE COUAC! ABONNEZ-VOUS! www.lecouac.org

Spectacle bénéfique du Couac Gala des Palmes d'or



Elles sont de retour! Les désormais célèbres Palmes d'or du Couac seront décernées cette année samedi le 29 novembre dès 20 h. à La Petite Gaule, 2525, rue Centre, Montréal (Métro Charlevoix).

Voici les Palmes qui seront décernées ainsi que les nominés pour chacune des catégories:

Le film d'horreur de l'année:

- A hauteur d'homme (sur Bernard Landry)
- Monsieur (sur Jacques Parizeau)
- 100% bio (sur Serge Laprade)

Le désinformateur de l'année:

- La Presse
- Radio-Canada
- CNN et Fox News

La girouette de l'année:

- André Pratte
- Jean Charest
- Pierre Bourque

Le Terminator de l'année:

- George Bush
- Arnold Schwarzenegger
- Les tueurs de vaches folles

La distraction de l'année:

- Yves Séguin qui oublie de noter son emploi de VP à L'IEDM dans son CV
- Le Québec qui oublie de lire le programme du PLQ avant de l'élire
- Le PLQ qui oublie constamment de nous dire ce que veut dire sa «réingénierie» de l'État

Deux prix spéciaux seront aussi remis:

Prix spécial du jury: «Peut-on descendre plus bas?»

Prix spécial hors catégorie: pour l'ensemble de son œuvre

Pour un p'tit 10 \$

Venez connaître les raisons qui leur ont valu ces nominations et surtout découvrir en direct qui seront les vainqueurs! Information: (514) 931-1919

Venez surtout célébrer notre 6^e anniversaire avec nous. On se voit si peu souvent!



Au programme: Remise des palmes d'or, ventes aux enchères, intervention des Zapartistes, Sara Rénélik et ses musiciens et plusieurs surprises...

COUAC' en dise notre gouvernement...

La société civile s'exprime!

Eau Secours!, s'écrie la coalition québécoise pour une gestion responsable de l'eau devant l'entêtement de Thomas Mulcair, le ministre de l'environnement, à vouloir imposer des compteurs d'eau dans les résidences de Montréal.

Les recherches démontrent néanmoins que la tarification au compteur ne réduit pas la consommation domestique, en plus d'engendrer des frais de plusieurs centaines de millions de dollars. Bref, un coup d'épée dans l'eau qui coûterait cher! Est-ce à penser qu'il est plus aisé pour le gouvernement de blâmer les résidents que leurs alliés du patronat? À moins qu'il ne s'agisse d'une première étape visant la privatisation éventuelle des services municipaux? Quoi qu'il en soit, leurs arguments, dénués de base scientifique, noient la croyance populaire dans un flot de préjugés, à l'effet que ce sont les individus qui abusent de l'eau et que c'est en taxant leur consom-

mation que l'on réduira le coût de production de l'eau potable.

Pourtant, à Montréal, les industries, les commerces et les institutions («ICI») consomment 75% de l'eau potable, avec la participation notable de leurs systèmes de climatisation et de réfrigération, alors que seulement 8 000 des 22 000 «ICI» sont équipés de compteurs d'eau. Par ailleurs, des quantités d'eau titanesques sont gaspillées par des réseaux d'aqueduc dont le taux de fuite se situe près de 40% de toute l'eau traitée, affirme André Boutiller, président d'«Eau Secours!». La ville même de Montréal n'a aucun programme d'économie d'eau et ne voit pas à l'application de ses propres règlements, poursuit-il. Afin de se libérer d'un sentiment de culpabilité, celle-ci a donné 38 000 \$, cette année, au Réseau Environnement (qui regroupe le patronat québécois) pour financer une campagne médiatique qui incite le grand public à économiser l'eau. Vous avez

probablement déjà reçu une brochure vous suggérant les habitudes à adopter pour réduire votre consommation d'eau...

Pour André Boutiller, la position de la coalition est ferme au sujet des compteurs d'eau: ces derniers doivent être affectés aux plus grands utilisateurs, i.e. aux «ICI». Des mesures moins onéreuses et plus efficaces, telles que les «compteurs de rue et de quartier», sont cependant envisageables pour surveiller les abus domestiques. Finalement, l'eau est une ressource vitale et doit demeurer accessible à chaque citoyen, peu importe son revenu.

Au fait, avant de songer à rationner le citoyen en eau potable, ne vaudrait-il pas mieux commencer par éviter la surproduction de certains produits tels que la voiture qui, à elle seule, nécessite pour sa fabrication 35 000 litres d'eau?

ANDRÉE DESHARNAIS

► PLOGUES

Le portail des médias alternatifs du Québec



Le Réseau des médias alternatifs du Québec (RMA) est une coalition informelle de journaux, revues, magazines, radios et cybermédias indépendants qui a vu le jour il y a un peu moins d'un an. La première réalisation concrète de ce réseau est un portail Internet situé au www.reseaumedia.info Il permet en un seul coup d'œil de prendre connaissance des dernières publications dans l'ensemble des médias qui ne sont pas sous l'emprise des grands conglomérats des Péladeau, Desmarais, Marcoux et Cie...

Le portail, qui compte pour l'instant une vingtaine de médias (dont *Le Couac*), est encore en construction. Mais d'autres médias devraient s'y inscrire sous peu, contribuant non seulement à faire connaître ces voix dissidentes et engagées du grand public, mais favorisant aussi les échanges entre eux.

Eau Secours!

La coalition «Eau Secours!» vous invite à son «spectacle de solidarité» qui se tiendra au Kola Note à 20h le 15 novembre 2003.

Poubelle canadienne

L'entreprise ontarienne Bennett Environmental construit actuellement une usine d'incinération de déchets toxiques à Belledune NB, dans la Baie des Chaleurs. Le Canada n'a pas de législation aussi sévère que les États-Unis sur le traitement des déchets toxiques, alors que font les États-Unis avec leurs déchets indésirables? Ils les jettent dans la poubelle canadienne.

En ce moment les gaspésiens tentent de contester ce projet d'incinérateur, mis en branle sans consultations ni études environnementales. Pour aider les gaspésiens dans leur lutte pour empêcher la Baie des Chaleurs de devenir la dompe des USA, visitez le site web www.baiedeschaleurs.net où vous trouverez des lettres types à faire parvenir à des ministres pour leur faire savoir qu'on ne veut pas de ça chez nous (cliquer sensibilisation).

Party Radio Taktic

Radio Taktic, la radio rebelle de Montréal, tiendra une soirée bénéfice le 8 novembre prochain à 19h00 au Café la Petite Gaule, 2525, rue Centre, métro Charlevoix. Contribution 5\$.

Sur scène: Soul & Spirit, Lisa Gambel, Marc Gagnon, Courage & Music. Info: <http://radio.taktic.org> radio@taktic.org

Sauver nos rivières

Le ministre des Ressources naturelles du Québec, Sam Hamad, vient de redonner le feu vert à des projets de mini-centrales. Suite à leur participation à l'opération *Adoptez une rivière*, Roy Dupuis, Frédéric Back, Florent Volant et d'autres se mouillent à nouveau en participant à la création de la Fondation Rivières. Cette fondation a pour objectif de sensibiliser la population au caractère patrimonial de nos rivières et produira un guide des chutes et rivières du Québec. Mais, elle fera aussi obstacle aux projets de barrages privés et publics. Pour devenir membre et se mobiliser: www.fondation-rivieres.org

D'abord solidaires a besoin de vous

Le collectif prépare un grand rassemblement les 28, 29 et 30 novembre prochains, sous le thème *Imaginons l'avenir, pour un Québec d'abord solidaire!* qui se tiendra à l'Université de Montréal. Ce rassemblement définira l'avenir de D'abord solidaires. Déjà deux travailleuses et plusieurs militants et militantes ont mis la main à la pâte pour l'organisation du rassemblement. Ce qui manque ce sont des moyens financiers adéquats. Tout le travail se fait sans aucune subvention gouvernementale. Françoise David, porte-parole du Collectif D'abord solidaires, vous invite à les soutenir par un don, aussi modeste soit-il. www.dabordsolidaires.ca

COURRIER DES LECTEURS

McDo identifie ses futurs clients...

Pour la deuxième année se tient au Québec, la Journée Nationale d'Identification des Petits, par les services policiers. L'objectif louable, de l'opération consiste à remplir un carnet d'identification de l'enfant. En cas d'enlèvement, ce carnet aide les policiers dans leur recherche.

La question des enlèvements d'enfants par des prédateurs bien qu'infiniment rares demeure préoccupante pour les autorités et angoissante pour les enfants et parents. À cet égard, la Journée d'Identification est conforme au

N'y a-t-il pas, partout au Québec des postes de police, hôtels de ville, ou bureau d'arrondissement où les citoyens et citoyennes de tous âges peuvent se présenter pour recevoir un service public?

Yves Beauregard
Membre retraité de
la Sûreté de Québec
Montréal

Lettre à monsieur Charest

Comme vous le dites dans votre lettre ouverte aux Québécois parue le 14 octobre dernier dans tous les quotidiens: «Car à

des frais de scolarité dans les CEGEP, des frais de garderies, etc. Vous parlez de moderniser le Québec, parlez plutôt de le tétaniser.

Cette rénovation du Québec dont vous parlez tant devrait passer par une saine gestion des services publics, non pas en élevant les frais de services déjà trop élevés mais plutôt en diminuant la surcharge administrative déficiente des différents organismes publics. [...]

René O. Girard

Une émeute n'est pas une manifestation

Lorsqu'une émeute comme celle du Medley survient, les médias se doivent de réagir promptement. La rapidité à couvrir une telle situation est en effet primordiale dans le marché de l'information à l'heure actuelle. Le Réseau de l'information a d'ailleurs pris la peine de transmettre le tout en direct. [...]

Mais il est un point qui suscite un doute sur la qualité de la couverture effectuée. Les émeutiers ont été plusieurs fois identifiés comme des «manifestants». Il est opportun de souligner qu'une telle rage exprimée n'est en rien une manifestation. Les gens qui expriment une opinion ou une revendication sur la place publique n'ont pas à être associés à ce type d'action. Faire un tel glissement est risqué de la part des médias, dont le rôle est de faire voir, entendre, mais surtout comprendre les événements. [...]

Alexandre Shields

Écrivez-nous!

Le Couac publie les courts commentaires de ses lecteurs. Le courrier électronique demeure la meilleure façon (texte@lecouac.org) Sinon une disquette par courrier postal: Le Couac, CP. 222 Succ. D, Montréal (Québec) H3K 3G5.



premier mandat de la police de proximité qui consiste à prévenir les crimes.

Est-il nécessaire cependant de s'associer à McDonald's, une colossale transnationale étatsunienne de la malbouffe, chez qui les enfants doivent se présenter, pour participer à cet événement communautaire. J'observais ce matin dans un quotidien, la photo d'une agente de la police de Montréal prélevant les empreintes digitales, d'une petite de 4 ans, avec le bouffon en jaune, blanc et rouge qui lui posait la main sur l'épaule. Imaginez la puissance symbolique pour les petits enfants, de cette association police-bouffon corporatiste en qui ils remettent toute leurs confiance et fidélité.

défaut de procéder à cette "rénovation" du Québec, nous tendrons vers un point d'étouffement où nous paierons sans cesse plus cher pour des services qui se détériorent... et le modèle québécois deviendra une relique».

Nous sommes rendus à ce «point d'étouffement», monsieur Charest. Par exemple, la hausse des frais de transport proposée récemment par la STM alors que le service se détériore de plus en plus, la hausse des frais d'électricité prévue pour le printemps prochain alors que l'on vient tout juste de nous annoncer des coupures dans l'approvisionnement si jamais l'hiver est rigoureux, la hausse

Le Couac

c.p. 222 succ. D,
Montréal, Québec, H3K 3G5
Téléphone: (514) 521-5499

Fondé en 1997 par Pierre de Bellefeuille et Jean-François Nadeau
Rédacteurs en chef: Bruno Dubuc, David Ledoyen

Collaborateurs: Normand Baillargeon, Pierre de Bellefeuille, Jacques Bouchard, Claude G. Charron, Jean-René David, Andrée Desharnais, Bruno Dubuc, Guy Ferland, René O. Girard, Clode de Guise, Jean-Marie Laliberté, David Ledoyen, Halim Mahmoudi, Eric Martin, Jean-François Mercure, Michel Rioux, Marco Silvestro, Valentin Tradi, Simon Tremblay-Pepin, Alain Vadeboncoeur, Pierre Vadeboncoeur, Les Zapartistes.

Illustrations: Simon Banville, Bobidoche, Boris, Charb, Dolbec, Luc Giard, Honoré, Kérozen, Serge Ferrand, Sniper, Richard Suicide, Ramon Vitesse.

Graphisme: France Mercier

Nous remercions chaleureusement *Charlie Hebdo* et *Le Rire* (France) et *Le Journal du Jeudi* (Burkina Faso) pour leur collaboration.

Abonnement et publicité: David Ledoyen au (514) 521-5499
ISSN 1480-2074 • N° de publication (Poste Canada) 1213369
Imprimé au Québec

POUR S'ABONNER

Par téléphone: (514) 521-5499

Par la poste: Le Couac

CP. 222 Succ. D, MONTRÉAL (Québec) H3K 3G5

Adressez votre chèque à: Le Couac.



- Abonnement d'un an: 30,42\$ + taxes = **35,00\$**
- Abonnement de deux ans: 52,15\$ + taxes = **60,00\$**
- Abonnement institutionnel et de soutien: 52,15\$ + taxes = **60,00\$**
- Abonnement de groupe d'un an (10 copies par parution): 225,98\$ + taxes = **260,00\$**
- Abonnement d'un an à l'étranger: 43,46\$ + taxes = **50,00\$**

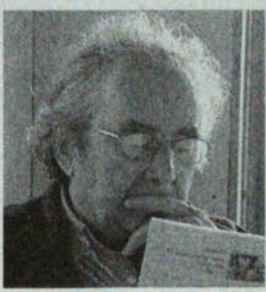
Nom _____

Adresse _____

Code postal _____ Téléphone _____

Courriel _____

La perte d'un maître



Le 5 mars 1967, Guy Ferland, alors adjoint au directeur de l'information du Devoir, écrivait à Claude Ryan une lettre de démission qui commençait comme suit : « J'ai décidé de quitter Le Devoir pour passer à la CSN. » Durant les 36 années qui ont suivi, ses écrits militants ont marqué ce mouvement. Il entretenait une véritable passion à l'égard de la langue française et fut le maître de plusieurs à cet égard. Il est décédé subitement en juillet. Pour le saluer, voici un texte de lui paru dans le magazine de la CSN *La force des mots*, dans lequel il tenait une chronique sur la langue, *Ferlandises* (<http://www.csn.qc.ca/Mots/FerlandFrSet.html>).

Il faudra se souvenir de Ferland quand, par exemple, Jean Charest tentera de nous en passer des p'tites vite en dressant un écran de fumée de mots pour cacher ses manigances. Réingénierie, qu'ils disaient...

MICHEL RIOUX

Ces mots qui cachent la réalité



C'EST AU Tournant des années 1980 qu'on se mit à parler des ressources humaines. L'expression devint mythique, comme aujourd'hui la mondialisation. Sous leur air innocent, ces deux mots annonçaient déjà les chambardements de l'activité économique qui ont conduit à la plus foudroyante accélération du pompage de la richesse à jamais survenir depuis Napoléon III, ce qu'en d'autres temps et en d'autres mots, on appelait la concentration du capital.

Ces deux mots amorçaient le remplacement d'un vocabulaire auquel nous étions habitués et qui appelait les choses par leur nom, histoire d'amortir les chocs à venir pour les ressources humaines. Désormais, il n'y aurait plus de fermetures d'usines, mais on parlerait plutôt de repositionnement sur les marchés, de recalibrage des activités, ou de redéploiement stratégique. Il n'y aurait plus de mises à pied massives, désormais qualifiées de restructuration des effectifs, de rationalisation des capacités de production, de réingénierie ou de downsizing.

Pour amortir le choc du chômage découlant de ces mots insolites, on aura cette trouvaille de l'assurance-emploi, relevant non plus du ministère du Travail, mais..., devinez... eh! oui, c'est cela, relevant du ministère des Ressources humaines, ou plus précisément du Développement des dites ressources, grâce auquel il n'y a plus que le tiers des chômeurs qui reçoivent des prestations. Voyez comment, par un simple changement de nom, l'assurance-chômage est devenue une taxe sur l'emploi pour les deux tiers de ceux qui en ont un.

Nous ne sommes pas ici dans le domaine des synonymes, cette richesse de la langue, ces mots cousins qui sont comme les couleurs de l'arc-en-ciel provenant d'une même source de lumière blanche. Non! nous sommes dans le

domaine du maquillage, de la dissimulation, de la tromperie. Nous sommes devant une entreprise de mystification échafaudée à grands frais par des firmes de relations publiques, pardon, par des gestionnaires de l'information, ainsi que préfèrent s'appeler aujourd'hui les manipulateurs d'opinion.

Cette mystification, menée tambour battant à l'étage de la production, devient sublime à l'étage de la finance, son aboutissement. Puisque la croissance ne sert plus à créer des emplois mais à pomper la richesse, on évitera d'évoquer les profits, dont on disait naguère qu'ils étaient les emplois de demain. On parlera plutôt de retour sur l'investissement, ou de rendement sur l'avoire.

À cet étage de la finance, il n'y a plus de pauvres non plus, tout juste des faibles détenteurs, vous savez, ces mauvais sociétaires à qui les caisses populaires de la rive sud de Montréal imposaient, un temps, des frais de trois dollars quand leur solde mensuel était demeuré inférieur à 100 dollars. Enfin, pour n'effaroucher personne avec l'endettement galopant, on dira que nous avons un taux d'épargne négatif, ce qui est normal, n'est-ce-pas, en période de croissance négative.

Vu dans la vitrine d'une boutique sur la rue Saint-Jean, à Québec, l'affiche suivante : « Jacob est à la recherche de personnel pour combler le poste suivant : Conseillère de vente à temps partiel. » Comme pour le reste de l'activité économique, on constate que le travail précaire n'est pas moins réel quand on le cache derrière les mots. Et la vente à commission, pardon, à rémunération incitative, poursuit toujours le même objectif de motivation optimale au travail, ce qu'en d'autres temps et en d'autres mots, on appelait l'arbitraire patronal.

GUY FERLAND

Comment renflouer le PQ?

L'URGENCE, c'est de décrire le pays que sera le Québec souverain.

Assommés par la défaite crève-cœur d'avril, les péquistes sortent de leur léthargie. Les médias ayant constamment parlé de la rivalité entre Pauline Marois et François Legault, beaucoup de militants se sont pris à ce jeu. Mais la question est futile, puisqu'en toute probabilité, il n'y aura pas de course à la chefferie d'ici quelques années.

D'ailleurs, on peut déduire des sondages que la défaite a d'autres causes que la personnalité du chef. Malgré le cafouillage du débat télévisé, Bernard Landry a une bonne cote dans l'opinion publique. C'est le lien avec l'électorat qui s'est effiloché.

Pourquoi cela s'est-il produit? Que faut-il faire maintenant pour renflouer le parti? Rêvons un peu. Rêvons d'une symbiose entre la haute direction et la base militante, symbiose qui n'a pas toujours existé. Dès le départ, René Lévesque a eu tendance à se méfier du parti qu'il avait fondé. Les réunions trimestrielles du conseil national lui donnaient de l'urticaire. Mais son charisme et son magnétisme le mettaient en lien direct avec la population.

À cause de cette méfiance, dont les effets se sont perpétués sous les chefs qui ont succédé à Lévesque, la direction du parti ne respectait pas la règle statutaire qui veut que le congrès national ait lieu tous les deux ans. On le renvoyait à plus tard, sous des prétextes qui, le plus souvent, étaient plutôt de bonnes raisons de réunir les militants, par exemple l'approche d'élections générales. Les militants représentent en effet le principal lien avec la population.

Aujourd'hui, le parti a grand besoin de faire le point. Or, le congrès d'orientation que les militants réclament n'aura lieu qu'en 2005. Il y a là un incompréhensible refus de profiter du facteur temps.

Un programme ambigu

Le congrès a notamment pour rôle de réviser le programme du parti. Or, celui-ci repose sur une ambiguïté fondamentale. Il constitue en principe un « projet de société ». S'agit-il d'un projet de pays ou d'un programme de gouvernement sous le régime actuel? Avec ses deux cents pages, il tente d'être les deux à la fois, mais l'accent, malheureusement, n'est pas mis sur le projet de pays.

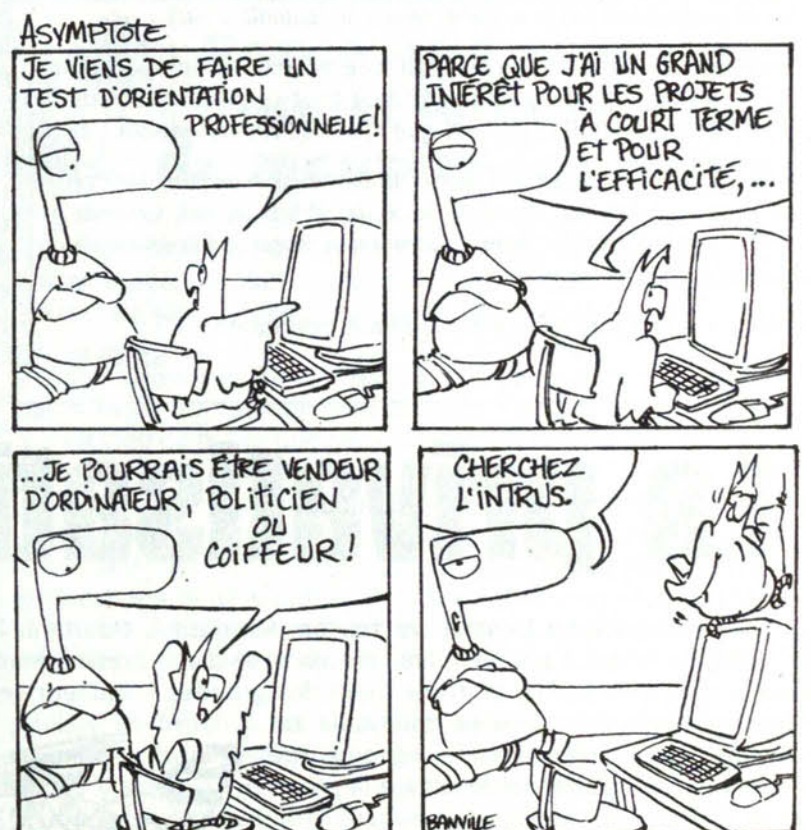
Ne vaudrait-il pas mieux en faire deux documents, l'un rédigé pour chaque élection générale et l'autre décrivant le pays du Québec, ses valeurs, ses institutions? Pour combattre la peur de l'inconnu, il est en effet urgent de faire apparaître dans notre imaginaire collectif la vision précise et stimulante de ce que sera le pays du Québec. Cette voie est assurément plus féconde que le « budget de l'an un » qui porte sur des questions administratives plutôt que sur les fondements de notre future patrie.

Sur le terrain, le Parti québécois devrait dès maintenant riposter à la campagne de l'unifolié que mène Sheila Copps en lançant une vigoureuse promotion du fleurdelisé. Jacques Parizeau en avait le projet en tête dès le début des années 1990. L'idée demeure plus que valable, mais on n'a pas l'impression que les hautes instances du parti sont portées vers des moyens d'action aussi simples et concrets. Préfèrent-elles les nuages?

PIERRE DE BELLEFUILLE

Ceci n'est pas une brève

Il semble que Magritte inspire le gouvernement provincial : « Le parti libéral n'est pas le parti du patronat », déclarait récemment Jean Charest. (*Le Devoir*, 17-10-03). Ceci n'est pas non plus une déconstruction sociale, c'est une « réingénierie ».



Gangsters à cravate

Pour ceux qui se demanderaient à quoi peuvent bien servir les frais de « service » dans les banques et les caisses populaires, je vous invite à examiner le cas du grand manitou des Caisses « populaires » Desjardins, Alban d'Amours, qui a reçu l'an passé une prime de plus de trois cents milles dollars après avoir réduit les heures d'ouverture des succursales qu'il n'avait pas fermées (en dix ans, elles sont passées de 1 400 à 600). Quand, de plus, on apprend que la Banque Royale prévoit d'encaisser cette année des profits de plus de deux milliards de dollars, on remarque qu'il est encore plus payant d'ouvrir une institution financière que d'en braquer une.

JEAN-FRANÇOIS MERCURE

L'éthiquette

La gratuité (lire la vente) de l'information véhiculée par le journal *Métro* (Transcontinental) a été résumée en une phrase par l'écrivain en chef Corinne Sorin, vaincue que « le citoyen fait le tour du monde en 20 minutes ». Au même moment en France, la chaîne sécuritaire TF1 a mis pas moins de 12 millions d'euros dans le gratuit *Métro* de Paris. La pensée unique a de beaux jours devant elle.

SNIPER

SOUTENEZ LA PRESSE INDÉPENDANTE! ABONNEZ-VOUS!

La presse indépendante est sur les dents! Elle a décidé de s'unir pour mieux résister à l'hégémonie de la presse commerciale. N'attendez pas que les poutes aient des dents et abonnez-vous à un second, voire à un troisième journal indépendant! Ils ont tous une dent contre la bêtise et se complètent si bien...

L'aut'journal est un mensuel indépendantiste et progressiste pour qui « Informer, c'est mordre à l'os tant qu'il y reste de quoi ronger ». (Jacques Guay)

Un an 30 \$ ou soutien ___ \$
 Deux ans 45 \$ ou soutien ___ \$

Nom _____
 Adresse _____ Faites votre chèque à l'ordre de
 Code postal _____ Tél.: _____ 3575, Saint-Laurent, bur. 117,
 Courriel _____ Montréal H2X 2T7

Régime minceur

Un professeur anglais calcule l'épaisseur idéale du fromage dans un sandwich : « Au-delà d'une certaine épaisseur, aucun surcroît de fromage ne viendra optimiser l'impact de l'arôme du fromage sur le sandwich. » (*Reuters*, 06-10). Selon des rumeurs, Jean Charest songerait à engager le chercheur pour lui faire calculer l'épaisseur minimale que devrait prendre l'État québécois pour que l'on puisse tout de même encore parler d'un État.



Pourquoi attendre la fin de son mandat ? Il ne restera rien de l'État dans 4 ans.

DESTITUONS PATAPOUF



Sonnent les cloches

La campagne de publicité de Bell contestée par les agriculteurs : en représailles, ceux-ci menacent de retirer les cloches dans le cou des vaches.

Crise à la centrale de Montréal

Des conseillers se désunissent du parti de la majorité municipale et compromettent l'équilibre nucléaire. De plus en plus d'atomes indépendants s'éloignent du noyau. Pierre Bourque rayonne et fait augmenter la chaleur du caisson municipal. Le maire Tremblay, quant à lui, se décompose et n'assure plus l'étanchéité de la majorité. Si la tendance se maintient, nous pourrions affirmer être en présence d'un authentique processus de défusion atomique. Heureusement, le réingénieur bouclé arrive.

L'agrapheuse

À LA RENTRÉE SCOLAIRE, un dépliant du service de l'environnement, de la voirie et des réseaux de la mairie de Montréal a été publié. Un fascicule plutôt racoleur : « trucs et astuces » pour prévenir les graffitis.

La conseillère en planification de ce projet bâche dessus depuis 7 ans... Celle-ci prétend que le graffiti est un acte criminel traité comme tel ; il est l'apanage des seuls adolescents cherchant à défier l'autorité et des drogués à l'acide. « Ce qui définit un acte criminel, c'est le non respect de la propriété. Le droit à la propriété est au-dessus d'une liberté d'expression. D'ailleurs, vous devriez faire un article sur " le respect de l'autorité " plutôt. Parce que si on a fait un dépliant pour prévenir des risques auprès des parents c'est bien parce qu'eux même ne comprennent pas la notion de respect de l'autorité. » (sic)

Le coût de cette lutte contre les graffitis est de 5 millions de dollars, et 22 emplois créés pour nettoyer tout ça. Quand on lui parle d'art, la conseillère répond que « l'art doit être réglementé ».

« Il faut que la société réponde aux besoins de tous, sinon si on laisse faire, ce serait l'enfer, la saleté, avec des affichages et des déchets partout. Ce serait l'anarchie. Prenez l'Italie par exemple. Ce pays a de sérieux problèmes d'environnement à cause de l'anarchie. »

Ce diluant à peinture affecte-t-il la pensée politique ?
SNIPER

Le changement de cap de Patapouf Les médias, chiens de garde de la démocratie ?

DE CLAUDE G. CHARRON

SI NOS JOURNALISTES avaient mieux fait leur travail pendant la dernière campagne électorale, la population aurait été mieux avisée de ce qui l'attendait avec Jean Charest. Et son équipe de dangereux recycleurs ne serait pas actuellement en train de tout défaire au Québec. Le film *À hauteur d'homme* nous avait pourtant montré des journalistes capables de se transformer en véritables « mouches à marde » quand il s'agissait de traquer un vilain chef séparatiste. Mais il semblerait que leurs patrons les ont avertis de ne pas faire trop de vagues quand le chef libéral a affirmé que sa plate-forme électorale avait reçu la bénédiction de Claude Picher et de l'Institut économique de Montréal.

fait-il que les journalistes du patabus n'ont pas été autant « mouches à marde » que les Claude Brunet et Rhéal Séguin, leurs collègues du landrybus? L'entrée par la grande porte de l'idéologie iédémiste dans la campagne n'était-elle pas bien plus forte en bouleversements potentiels que la soudaine éruption de Parizeau dans le débat télévisé des chefs?

Comment se fait-il que les journalistes du patabus n'ont pas été autant « mouches à marde » que les Claude Brunet et Sophie Langlois, leurs collègues du landrybus ?

Claude Picher et l'IEDM ! Il ne fallait pourtant pas être grand clerc pour savoir que Patapouf rentrait dans la deuxième contradiction de sa campagne, la première étant quand, au débat des chefs, il s'est dit favorable aux grandes villes. Les journalistes n'ont pas cru bon alors de le harceler sur cette fausse volte-face. Ils n'ont pas plus été dérangeants quand Patapouf s'est déclaré l'enfant chéri de ce qu'il y a de plus à droite au Québec. Pourtant, à une époque où le vent adéquiste soufflait encore, Patapouf s'était donné des airs de grand social-démocrate quand, carte Visa à la main, il menaçait les Québécoises et les Québécois d'avoir à la sortir chez leur docteur si elles et ils commettaient l'imprudence de choisir Mario Dumont comme premier ministre.

Les sondages de début de campagne démontrant que l'ADQ était en chute libre, Patapouf n'avait dorénavant plus de gêne à déclarer que son programme était la copie conforme de celui du petit Mario et, surprise, aucun journaliste ne s'est formalisé de ce changement de cap. Quant à Claude Picher, chroniqueur économique de *La Presse*, il s'est évidemment réjoui. En 1994, à une époque où le Parti libéral était encore de centre droite, il cognait constamment sur le même clou afin que Daniel Johnson adopte le modèle néo-zélandais. Le Parti québécois revenant au pouvoir, le pauvre Picher a dû ravalé sa salive. Et comme, en 2003, les Néo-Zélandais ne portent plus bien haut le flambeau néo-libéral, le vendeur de la famille Desmarais nous propose maintenant le modèle irlandais.

Le modèle irlandais ! Le professeur Léo-Paul Lauzon « en a de bien bonnes à raconter » depuis qu'il a lu *Why Irish eyes aren't smiling* dans le *Business Week* du 28 octobre 2002. « Au cours des dix dernières années, le prix du logement (en Irlande) a triplé (pourtant ils n'ont pas l'équivalent de notre Régie du logement) et plusieurs familles n'ont plus les moyens de se loger. Le système de transport en public est en décrépitude et le système de santé publique sous-financé a de nombreux ratés. »¹

Si Patapouf n'avait mentionné que Claude Picher comme unique caution de sa plate-forme électorale, on aurait compris que les journalistes n'aient vu que du feu. Mais non ! Il a sans gêne déclaré que l'Institut économique de Montréal était tout à fait d'accord avec le patapoufisme. On peut dès lors se poser la question : comment se

L'IEDM est pourtant reconnu comme un repère d'idéologues vendus aux idées d'Hayek, cet économiste autrichien mort en 1992 prônant un interventionnisme étatique plus que minimal et la transformation des citoyens en consommateurs. Dans *La Presse* du 16 septembre dernier, Paul Daniel Muller signe un texte au titre fort signifiant : « À l'heure des PPP », une façon de conditionner la population au principe du partenariat public-privé, en attendant le TP (le tout-privé). L'encadré qui jouxte le texte du *think tank* étale toute une liste où le PPP pourrait être « efficace ». Nomenclature plus qu'exhaustive : ne sont oubliés ni les CÉGEPs, ...ni les prisons. Les invasions barbares !

La situation ne serait pas si préoccupante si la Coalition Solidarité Santé ne nous avait pas appris en début d'octobre que l'IEDM a maintenant ses entrées directes auprès du gouvernement Patapouf. Intimité criante : Yves Séguin, l'actuel ministre des finances, a été membre du Conseil de direction de l'IEDM.² Séguin omet son passage à l'IEDM dans son c.v. du site officiel du ministère des finances.

La Coalition Solidarité Santé nous apprend en outre que l'Institut économique de Montréal a été officiellement reconnu comme organisme charitable. Sortis de nos meilleures écoles, nos journalistes savent pourtant que cet « institut » est un lobby travaillant aux intérêts des plus nantis de notre société. Personne ne se scandalise de cette flagrante anomalie. Personne ne s'interroge sur le pourquoi de ce privilège à l'IEDM alors que de nombreux groupes sans but lucratif œuvrant à la défense des droits et de l'action solidaire ne sont pas reconnus comme association de bienfaisance et ne peuvent donc émettre de reçus pour fins d'impôts à leurs généreux contributeurs !

Trop préoccupés à interroger Landry sur son agenda caché, (c'est drôle qu'en d'autres temps, on nous dise que la population se préoccupe peu de la question constitutionnelle), nos confrères de la grosse presse n'ont pas vu venir l'agenda de moins en moins caché de Patapouf, un Patapouf qui, par la déférence qu'il accordait en mi-campagne à Claude Picher et surtout à l'IEDM, dévoilait pourtant très bien ses couleurs. Les médias n'ont rien signalé. Ils ont donc mal joué leur rôle de chien de garde de la démocratie. Haro sur les journalistes car nous en avons maintenant pour au moins quatre ans à pâtir avec Patapouf et son équipe de dangereux recycleurs.

1- Léo-Paul Lauzon : *La chaloupe néo-libérale irlandaise prend l'eau*, cahiers Contes et comptes du prof Lauzon, avril 2003.

2- Voir : <http://www.solidaritesante.qc.ca/francais/index.html>

La privatisation, aqua ça rime?

LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL DU TRÉSOR, Monique Jérôme-Forget a jeté dernièrement un pavé dans la marre en prétendant que l'eau des grandes villes du Québec était devenue imbuvable. Le gouvernement, a-t-elle prétendu, devrait suivre l'exemple de l'Angleterre et recourir à la privatisation.

Or, les experts ont eu vite fait de prouver que la qualité de l'eau n'avait pas varié d'un poil depuis vingt ans. Les premiers instants d'alarmisme passés, la baudruche libérale se sera rapidement dégonflée sans faire d'histoires. Dommage, car on aura escamoté au passage la véritable question : si cette histoire avait été vraie, la solution proposée par le gouvernement Charest aurait-elle été appropriée ?

Perfide Albion ?

Le modèle proposé, à première vue, ne semble guère reluisant. Les vagues de privatisation des aqueducs entamées en Angleterre sous le gouvernement Thatcher ont laissé les citoyens avec un goût plutôt amer. Selon le groupe Public Citizen, l'un des premiers effets directs des réformes a été une augmentation rapide des tarifs, de l'ordre de 50 % en quatre ans.

De plus, les profits des 10 nouvelles compagnies ont connu une hausse fulgurante de 147 % entre 1990 et 1997, pendant que les salaires et primes attribués aux directeurs augmentaient de 50 à 200 %. Paradoxalement, les entreprises ont ralenti leurs réinvestissements concrets dans les infrastructures et dans l'entretien du réseau.

Pourtant, le réseau victorien vétuste exige des réparations, ce qui entraîne des coûts que les entreprises chercheront à refiler à leurs clients. En effet, selon le spécialiste des affaires et de la politique publique de l'Université



de Manchester, le Dr. Jean Shaoul, les hausses de tarifs à venir (31 % entre 2005 et 2010) sont attribuables à l'incapacité de concilier la privatisation et l'augmentation de l'investissement dans le renouvellement des structures : « Dans cette industrie, il ne peut être augmenté que si les régies permettent une hausse des prix. Mais ceci générerait une insatisfaction politique, ce que la régulation est justement censée prévenir. »

D'après le Dr. Shaoul, le système privé, lorsqu'il est confronté à l'obligation de réinvestir, se voit toujours forcé de revenir vers le financement gouvernemental. Elle y voit la preuve que le privé ne serait pas capable de fonctionner aussi bien qu'il le prétend. « D'où l'idée de se tourner vers le partenariat, qui, loin d'être une forme de retour à la propriété publique, représente une stratégie d'évitement pour les industries qui dépendent d'infrastructures et un mécanisme pour échapper à la réglementation des prix aux dépens des consommateurs. [...] Que cette situation se produise 11 ans après le début de la privatisation est la preuve de l'échec de la politique poursuivie. »

La privatisation de l'eau, somme toute, semble s'être soldée en Angleterre par des hausses de prix, des hausses

de coûts d'administration et une accentuation de l'insatisfaction populaire. Lorsqu'il a fallu réinvestir, le secteur privé est revenu dans le giron gouvernemental, façon de refiler les coûts de structure à la population. Si c'est par cet exemple que l'on cherche à nous vendre la privatisation, il est plutôt, pour le moins dire, mal choisi.

À problème bidon...

La privatisation est, selon plusieurs analystes, l'une des causes de la mégapanne électrique qui a sévi dernièrement dans le nord-ouest américain et en Ontario... C'est que tous les exemples nous disent : la dérégulation et la privatisation conduisent systématiquement vers des hausses de tarification et vers une dégradation des réseaux, qui sont mal entretenus.

Alors que s'accumulent les contre-exemples, l'obstination des gouvernements à y recourir semble relever plus d'une profession de foi que d'une réelle analyse. C'est du moins l'avis du spécialiste de l'économie du travail et de la santé de l'Université McGill, le professeur Lee Soderstrom : « Où sont les preuves que la gestion privée est préférable à la gestion publique ? Vous n'en trouverez pas. Il existe par ailleurs une très vaste littérature académique qui dit d'une seule voix, de façon unanime : la gestion privée coûte plus chère que la gestion publique ! »

Devant l'entêtement actuel à opter aveuglément pour la privatisation, il semble que l'histoire doive retenir le gouvernement Charest à travers ce nouveau proverbe banal : À problème bidon, solution bidon...

ERIC MARTIN

Le couple israélo-américain

IL FAUT VOIR le petit impérialisme d'Israël en Palestine et le grand impérialisme des USA au Moyen Orient cheminer ensemble bras dessus, bras dessous. On peut interpréter les mouvements de l'un en corrélation avec les mouvements de l'autre. Ils sont complémentaires. Ils s'imbriquent. L'avenir de l'un est dans la ligne de l'avenir de l'autre.

Le petit, celui d'Israël, est un impérialisme de colonisation et d'implantation de peuple. Puisqu'il s'agit, au premier chef, d'une population et non pas d'une simple force militaire d'occupation, cela fait, pour la politique américaine au Moyen Orient, plus qu'une base: un établissement, qui est de loin la plus sûre fondation d'une entreprise américaine hostile visant plusieurs pays de la région.

Par là, on voit tout de suite l'importance stratégique incomparable d'Israël pour les États-Unis. La puissance américaine se répandant au Moyen Orient est dans un état instable puisqu'elle est sans attache dans les pays, mais Israël a construit un pays dans cette région qui ne lui appartenait pas et dès lors il y est enraciné comme peuple et non pas simplement comme une armée de passage. Le terrain, c'est lui.

La situation est idéale, on le voit, tant pour les Américains que pour les Israéliens. Pour les premiers, ils n'auraient pu rêver d'une base pareille. Pour les seconds, ils n'auraient pu imaginer pareil appui. Pour les Américains, il ne s'agit pas d'un terrain à maintenir par une force militaire toute nue comme en Irak. Le terrain est déjà un territoire avec population, infrastructures, armée nationale, organisation civile complète, bref quelque chose qui n'est plus précairement posé dans la marge de l'histoire comme un envahisseur simplement intéressé à prendre tout ce qu'il y a dans le pays avant de repartir. Israël est installé dans ses meubles, en rapport avec tout: sol, sous-sol, espace aérien, frontières (élastiques), une nation, une politique de nation, toute la réalité quoi.

Cette nation fait une politique jointe à celle de Washington au Moyen Orient. Ce couple ne se défera pas et il agira de concert, chacun dans sa partie. Aussi, dans la politique de l'un peut-on deviner la politique de l'autre et en gros la prévoir.

On pense pacification de la Palestine moyennant certes sujétion de celle-ci et

poursuite de l'entreprise colonisatrice, et voilà ce qui, à cet endroit du moins, consoliderait davantage les arrières des troupes américaines au Moyen Orient,

risqué et, à terme, peut-être déclencheur? Une indication? Une invitation? La création d'une situation trouble?

Israël et USA sont un binôme. Il suffit d'observer les initiatives de part et d'autre pour voir qu'elles sont en conjonction et que les unes annoncent les autres...

tout en assurant la mainmise d'une force politique et militaire inconditionnellement alliée sur une partie du territoire.

Israël et USA sont un binôme. Il suffit d'observer les initiatives de part et d'autre pour voir qu'elles sont en conjonction et que les unes annoncent les autres jusqu'à un certain point. Par exemple, ce raid, inattendu, de l'aviation israélienne sur la Syrie, survenu dans les premiers jours d'octobre. Qu'est-ce que cela signifie? Qu'est-ce que cette guerre déjà présente sur un pays qui est dans la mire de Washington? Est-ce un signe avant-coureur? Un premier fait de guerre,

Washington parlait déjà de la Syrie comme de l'Iran, accusant l'une et l'autre et laissant présager, à leur rencontre, des «mesures préventives». Tout cela va très bien ensemble. Et voilà qu'Israël attise le feu.

Et puis quelle guerre enfin sera nécessaire pour la réélection de Bush? On sait que dès qu'un pays se met en guerre, sa population appuie généralement cette guerre. L'histoire du XX^e siècle est pleine de cela: par exemple, la mort du mouvement pacifiste européen en août 1914; les masses allemandes derrière Hitler en 1939; enfin la guerre d'Irak appuyée à fond par l'opinion américaine. Des années sont nécessaires avant qu'une population se retourne contre ses aventuriers, comme on l'a vu à propos du Vietnam.

La guerre comme argument électoral. En Syrie ou ailleurs. Cela n'est pas exclu.

PIERRE VADEBONCEUR

Des matériaux? À l'attaque!

En janvier 2003, tout, vraiment tout, notamment le général Powell, indiquait que l'Iraq était bardé d'armes de destruction massive (ADM). Justement, le rapport Kay soutiendrait que «Saddam Hussein était déterminé à obtenir la capacité de développer» ces ADM, comme l'affirme Powell. Quelle autre preuve veut-on? Bush, quant à lui, fidèle à sa mission de «combattre tous les dangers quels qu'ils soient» (excluant probablement le suicide) concluait que si les preuves de la présence d'ADM «restent floues», Saddam avait tout de même représenté un grave danger pour le monde. Ce qui n'est guère surprenant, quand on sait que le battement des ailes d'un papillon à Bagdad, s'il en reste, peut causer un ouragan à Washington.



ses ADM deux ou trois autres fois ou piétiner quelques matériaux, briques, ciment à prise rapide ou deux par quatre traités?

Le grand doute, à hauteur de 53%, s'est donc emparé de l'opinion publique américaine, mais le président nous indique qu'il «ne prend pas de décisions en fonction des sondages». On le croit, du reste, puisque, avec ses amis des médias, il s'efforce plus simplement de forger l'opinion, pratique bien décrite par Chomsky. Cet inquiétant sursaut de doute montre que les amis de Bush commencent à trouver la guerre un peu coûteuse.

Pourtant, si la mission Kay, avec ses 1400 inspecteurs, n'a pas réussi plus que celle du pauvre Blix à dénicher des ADM (celles tombées du ciel ne comptant pas car souvent abîmées), elle a pu, en revanche, recueillir «de nombreux renseignements [...] portant sur des matériaux ayant passé les frontières», ce qui n'est pas rien.

Bush avait jadis donné tout le temps voulu à Saddam Hussein pour «régler le problème de ces ADM». Or, il est aujourd'hui probable que jamais Saddam Hussein n'aurait «désarmé» — n'ayant plus d'ADM depuis longtemps. Mais pourquoi n'a-t-il pas posé au moins un geste de bonne volonté, afin d'éviter de forcer brutalement les États-Unis à se défendre? Je ne sais pas, moi, détruire

Le Devoir titrait à sa une du 4 octobre qu'après tant de tergiversations, «ADM: Bush passe à l'offensive.» L'ami de Schwarzeneger relève ainsi la tête et prouve qu'il n'est pas mou non plus, je n'ai pas dit de la cervelle. Alors bravo! Mieux que Saddam qui, jadis pourtant «déterminé à obtenir la capacité de développer» quelque chose, ce qui est grave, a finalement choisi, matériaux ou pas, de se dématérialiser lui-même lâchement quelque part, ayant peut-être reçu sur la tête une ADM ou un deux par quatre — preuve de solidarité dans le combat contre tous les dangers.

S'étant cantonné depuis janvier 2003 à une timide et légitime défense, rendant à peine les coups, il était temps que Bush réagisse, notamment parce qu'avec des briques, on peut aussi massivement détruire des vitres, à Seattle ou ailleurs.

Ne devrions-nous pas, par prudence, dématérialiser dès aujourd'hui nos propres matériaux, surtout ceux qui risquent de passer la frontière? Or, il y avait hier, le long de l'autoroute 10 près de la sortie Lacolle, un petit tas de briques suspect. On pourrait commencer là.

ALAIN VADEBONCEUR

Des mots, des maux, démocratie

ON COMMENCE À LE SAVOIR, Doubleyiou a volé les élections de 2000 grâce aux votes de la Floride. Mais comment a-t-il fait? Justement, il n'a rien fait, c'est son frère Jeb et son équipe qui ont tout fait. Voici comment.

En 1998, la Floride passe une loi de réforme pour éliminer les électeurs «inéligibles». Fait nouveau, le contrat de l'identification de ceux-ci est confié à une firme privée, Choicepoint/DBT, dont le conseil d'administration est républicain. La compagnie établit une liste de 8000 noms de personnes qui ont des dossiers criminels. Mais la directrice du cabinet de Jeb Bush, Katherine Harris, en veut plus. CBT ajoute donc à ces noms ceux des personnes qui partagent leur date de naissance avec un des «criminels». Mais ce n'est pas encore assez au goût du cabinet du gouverneur. La compagnie, docile (pour 4 millions de \$US...), ajoute donc les personnes qui partagent leur nom de famille avec les

«criminels». En tout, 58 000 électeurs. Ils sont tous barrés de la liste électorale sans vérification, bien que la compagnie admette un taux d'erreur de 15%, ce qui fait quand même 8700 votes. Si on considère que Al Gore a perdu la Floride par 537 votes...

Plus tard, des études indépendantes montrent que la liste des criminels de DBT était erronée à... 95%, ce qui fait 55 100 personnes qui n'ont pas pu voter. Là-dessus, il a été prouvé que plus de 20 000 avaient des accointances démocrates. Aujourd'hui, la responsable de cette belle arnaque, Katherine Harris, n'est pas en prison ou au chômage. Elle a été élue au Congrès des États-Unis en 2002.

Pour le reportage complet: <http://www.gregpalast.com/detail.cfm?artid=29&row=1>

MARCO SILVESTRO

Baptême

Le nouveau SUV (Sans Utilité Véritable) de Buick sera commercialisé sous le nom de LaCrosse (il succède à la Regal), mais pas au Québec où on y voit moins une référence à une localité du Wisconsin qu'à bien d'autres choses. Domage! pour une fois qu'un gros char portait un nom qui disait sans fard ce qu'il est.

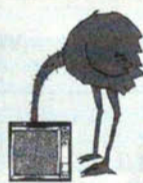


Pour célébrer la victoire de l'intelligence en Californie Le Couac vous propose d'acquérir dès maintenant ces splendides vêtements à l'officine du babouin. Plusieurs jeunes actrices de série B hollywoodienne confirment la rumeur qui veut que Shwarzie ait porté le g-string tout au long de la campagne.

Début difficile

Schwarzie fait face à ses premiers problèmes: une grève de travailleurs (transports publics et épiceries). Étonné, il s'exclame: «qu'est-ce que c'est que ça, un ouvrier?»

LES NOUVELLES DES ZAPARTISTES



Parce que rire est une si jolie façon de montrer les dents

Le suspense est tombé, la Californie a finalement élu Arnold Swarzeneger. Rejointe ce matin à son domicile, la démocratie a eu comme seul commentaire: Hasta la vista baby!

51 journalistes ont été tués dans le monde en 2003. Interrogé à savoir ce qu'il pensait de cette situation, Georges W. Bush a dit: «C'est cinq de mieux que l'année passée. On lâche pas.»

Malgré sa deuxième place en Amérique pour le nombre de suicides, la société des ponts fédéraux refusent d'installer des barrières anti-saut sur le pont Jacques-Cartier. Selon elle, rien ne prouve l'efficacité d'une telle mesure. Elle préconise plutôt d'installer des panneaux avec l'inscription: Le suicide peut causer la mort... sautez prudemment

Malgré un bénéfice net en hausse de 40% pour son dernier trimestre, Hydro Québec affirme que c'est l'augmentation des coûts d'approvisionnement qui justifie encore une fois les hausses de 6% qu'elle demande pour l'hiver 2004. Selon la société-État, l'eau de pluie qui remplit ses réservoirs est beaucoup plus cher qu'avant.

Le gouvernement Charest veut que les malades agissent désormais en «consommateurs» de soins. Grâce aux libéraux, les «malades-clients» pourront «magasiner» leurs hôpitaux, découper des bons rabais dans la circulaire du collège des médecins et se faire opérer chez Wall-Mart.

FRANÇOIS PARENTEAU, FRANÇOIS PATENAUDE, FRÉDÉRIC SAVARD, CHRISTIAN VANASSE. www.leszapartistes.com

CIBL
101,5 FM
MUSIRONIE
samedi 17h
101,5 FM

CISM
89,3 FM

« Faites de l'air! » et ça presse

LES MINOUNES du Québec (des véhicules datant de 1988 et avant) représentent 10% du parc automobile et sont responsables de 50% de la pollution de l'air. Ces vieux véhicules produisent des rejets d'hydrocarbures 20 fois plus élevés qu'un véhicule de 1994, et 65 fois plus qu'un véhicule de 2001.

L'Association de lutte contre la pollution atmosphérique (AQLPA) soutenue par Québec, Ottawa et l'Agence métropolitaine de transport (AMT) vient de lancer l'opération *Faites de l'air!* L'objectif est d'éliminer, en six mois, 2000 vieilles bagnoles hyperpolluantes.

Une œuvre humanitaire

Le projet expérimental couvre uniquement le territoire de la communauté urbaine de Montréal. La grande région de Montréal compte la moitié du parc automobile québécois, soit 2,2 millions de véhicules. Peu importe son âge avancé, la *minoune* doit être en état de rouler pour se rendre elle-même chez un des ferrailleurs autorisés. Celui-ci démantèlera le *char* selon les règles de l'art des normes environnementales en vigueur au Québec, au chapitre de la mise au rancart et du déchiquetage. Pour qu'une telle opération de nettoyage fonctionne et que les *minounes*, ces petits « cancers » de la route et de nos voies respiratoires, se retrouvent à la ferraille, il fallait rendre l'offre alléchante.

Se débarrasser de sa vieille bagnole devient une œuvre humanitaire récompensée par des prix à gagner. Toute personne qui amène sa vieille bagnole au « cimetièrre » reçoit un reçu d'impôt sur le revenu de 50 \$ émis par

La Fondation canadienne du rein (succursale du Québec). Pourquoi le rein et pas le poumon? Parce que depuis 1995, La Fondation du rein gère le programme de mise à la ferraille « Auto-Rein », qui a permis le démantèlement de près de 20 000 véhicules hors d'usage au Québec.

De plus, en participant au programme « Faites de l'air! », le propriétaire de *minoune* court la chance de gagner un voyage par train en Gaspésie pour deux personnes ainsi que plusieurs autres voyages. Les 500 premiers participants répondant aux critères d'admissibilité recevront soit une passe de métro pendant trois mois ou un certificat d'inspection mécanique gratuite pour le véhicule de remplacement de la *minoune*, d'une valeur de 80 \$ chez Canadian Tire. Finalement, tous les participants seront membres de l'AQLPA pour un an.

14 millions de tonnes de rejets polluants

Les 4,4 millions de véhicules à moteur qui parcourent les routes du Québec crachent 14 millions de tonnes de rejets polluants par année. Voici en bref, le contenu de ces rejets sous lesquels les villes suffoquent de plus en plus et qui sont à l'origine de l'effet de serre:

- Les particules de matières en suspension. Elles comprennent de nombreuses substances (tels des métaux lourds) et les hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP), réputés cancérigènes. Ces particules fines pénètrent profondément dans les voies respiratoires et sont hautement toxiques.

• Les oxydes d'azote (NOx) sont des gaz irritants qui pénètrent eux aussi dans les plus fines voies respiratoires. Les oxydes d'azote participent au phénomène des pluies acides, à la formation du smog.

dépression du système immunitaire, des atteintes du système nerveux et des leucémies. Le toluène et le xylène sont des irritants cutanés et peuvent provoquer des troubles du système nerveux central.

Pour le transport en commun au Québec

Une vaste campagne de mobilisation en faveur du développement du transport en commun dans les grandes villes du Québec a été lancée à la mi-octobre. Des usagers, des citoyens, des personnes atteintes de maladies respiratoires et des groupes écologistes réclament du gouvernement québécois le dépôt, d'ici janvier prochain, d'un nouveau cadre financier pour l'amélioration des services et des infrastructures de transport en commun.

Pour vous joindre au mouvement et signer la pétition : www.equiterre.qc.ca

Finalement, les oxydes d'azote (NOx) et les composés organiques volatils (COV) sous l'effet du rayonnement solaire produisent de l'ozone au sol (O₃), ou ozone troposphérique, principal constituant du smog. Des études effectuées au Québec et ailleurs dans le monde ont démontré une augmentation de maladies respiratoires, cardiovasculaires et de décès en lien avec une augmentation des particules respirables dans l'air extérieur.

Propriétaires de *minoune*, faites de l'air et ça presse!

Quant à notre « bon » gouvernement, il n'ose pas

encore rendre obligatoire un programme annuel d'inspection des véhicules automobiles. Conséquence de cette mollesse politique, les concessionnaires automobiles de la métropole ne participent pas au programme « Faites de l'air! ». Ailleurs au Canada, ceux-ci s'impliquent dans des programmes similaires et accordent même une réduction à l'achat d'un véhicule moins polluant.

Pour en savoir plus : www.aqlpa.com

CLÔDE DE GUISE



Bulles explosives

Une citation de Balzac illumine les pages de garde de la série *Le Legs de l'Alchimiste*: « Il y a deux histoires; l'histoire officielle, menteuse, puis l'histoire secrète, où sont les véritables causes des événements... » Ici, dans une Europe écrasée par l'aristocratie, quelques conspirations bouillonnent à feu doux. La quête alchimiste, trop rapidement assimilée à une ruée vers l'or en laboratoire, serait tout autre: « La quête alchimique est un long chemin pendant lequel l'alchimiste se transmute tout autant que la matière. C'est pourquoi l'on

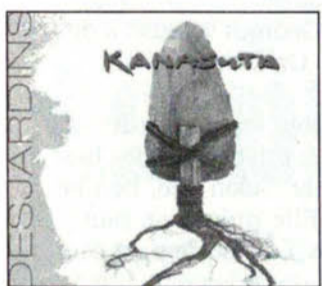
peut dire que l'or de l'alchimiste n'est que le symbole d'une métamorphose s'opérant sur un plan plus élevé. Ah, bon... Quoiqu'il en soit, cette BD aux hachurés splendides et au trait vibrant (proche de Sfar) bénéficie d'un scénario fort alerte découpé haut la main.

TANQUERELLE/HUBERT, *Léonora von Stock*, *Le Legs de l'Alchimiste* T.2, Génat.

VALENTIN TARDI

Desjardins - Kanasuta

Déterrer la hache de guerre



DÉFORESTATION, destruction, libéraux conservateurs, réingénierie sans génie, voici soudain que le Québec tout entier passe à la déchiqueteuse. L'intolérable, déjà là, ne trouve aucun obstacle dans une culture devenue divertissement qui a abdiqué son rôle de rempart de la démocratie. Résistant d'une époque où le nombre de chanteurs engagés est inversement proportionnel aux barbares à dénoncer sur tous les toits, l'indécrottable Richard Desjardins persiste et sonne, avec l'album *Kanasuta*, l'heure de « déterrer la hache de guerre ».

La pochette, sans équivoque, annonce clairement la cause: les racines d'un arbre qui pousse pour devenir pointe de lance en silex. C'est l'arme de l'autochtone, le cri de la terre, le ras-le-bol de la chasse, la pêche et de la coupe éhontée qui scalpent la planète à cœur de journée. Car *Kanasuta*, c'est avant tout un petit écosystème encore vierge au nord de Noranda que l'Action Boréale Abitibi-Témiscamingue essaie d'arracher des griffes de l'entreprise minière.

Mais c'est aussi une expression amérindienne qui voudrait dire « là où les diables vont danser ». C'est le champ de bataille qu'a choisi Desjardins pour planter sa « hache de guerre », une guerre où l'on refuse de se faire bon enfant et où la danse, l'amour, l'humour et les rythmes endiablés côtoient la mélancolie et les plus sombres constats sur l'avenir du monde.

Dans « Nous aurons », c'est avec une écriture très minimaliste, presque transparente, qu'il espère « des territoires coulés dans nos veines / et des amours qui valent la peine ». Quand, ensuite, une chorale d'enfants garroche « Nous aurons / Tout ce qui nous manque / Des feux d'argent aux portes des banques / Des abattoirs de millionnaires / Des réservoirs d'années-lumière », l'effet est pour le moins décapant.

Avec *Kanasuta*, Desjardins poursuit avec aplomb le même combat, celui des « Fros », travailleurs étrangers des mines de cuivre que l'on payait à des salaires « infimum », celui de la forêt que l'on rase sans vergogne, des exploités, des utilisés, des désillusionnés. Pourtant, une nouvelle dimension transparait dans cet album: celle de l'intégration des enjeux à un problème plus grand. Pas d'impatience, cependant dans la voix du chanteur, dans les mélodies. *Kanasuta*, c'est un chant de baleine, un regard contemplatif, des idéaux éprouvés mais persistants, c'est la lutte, la lucidité, la limpidité.

Desjardins signe la trame sonore d'une ère de grands changements, un hymne à l'amour, à la terre et à l'espoir. Comme le disait Albert Camus: « Chaque génération, sans doute, se croit vouée à refaire le monde. La mienne sait pourtant qu'elle ne le fera pas. Mais sa tâche est peut-être plus grande. Elle consiste à empêcher que le monde ne se défasse ». C'est ça, déterrer la hache de guerre...

ÉRIC MARTIN

Économie participative 7

Remplacer le marché!

LES ACTEURS PRINCIPAUX de la planification participative sont les conseils de producteurs et les conseils de consommateurs. Il existe aussi plusieurs acteurs secondaires: les comités facilitateurs dont nous ne parlerons ici que très peu, faute d'espace, bien qu'ils jouent un rôle essentiel. Voyons comment tout ce beau monde se coordonne pour réaliser la fonction d'allocation de l'économie. [Petit rappel: la fonction d'allocation est l'ensemble des mécanismes sociaux faisant que l'offre et la demande se rencontrent. Le marché en est un cas particulier. La planification participative en est un autre.]

Chaque année a lieu une période de planification pour l'année qui vient. Pendant cette période, chaque personne se base sur les années précédentes pour dresser la liste de ce qu'elle planifie consommer et présente ce plan à son conseil de quartier. Devons-nous décrire notre planification dans les moindres détails? Bien sûr que non. On peut dire que nous voulons consommer des souliers de course sans préciser la peinture ou la couleur. Les informations démographiques permettent d'extrapoler les détails.

En présentant son plan de consommation, les personnes et les conseils de consommation peuvent présenter les raisons justifiant leur choix ou expliquant un changement drastique par rapport aux années précédentes.

Une fois complété par chaque personne et chaque conseil de consommation, le plan de consommation constitue la première « proposition » de consommation pour la société.

En parallèle avec le plan de consommation, chaque personne présente un plan de production. En clair: combien elle veut travailler dans l'année. Ce plan est incorporé au plan de son lieu de travail et de l'industrie concernée pour donner la première proposition de production.

Comme pour la consommation, chaque plan de production est accompagné des justifications pertinentes. On peut justifier une petite production par le fait que le travail à faire est dangereux, qu'il nécessite des matières premières rares ou encore que le produit a des impacts négatifs sur la société (e.g. cigarettes, loto, pogos, etc.).

Il est peu probable que les premières propositions de consommation et de production soient en accord. Pour la plupart des items, la demande dépassera l'offre. Le prix de ces items sera ajusté par un « comité facilitateur d'itérations ». Ce comité se base sur les expériences acquises dans les années précédentes et sur des règles pré-établies pour augmenter le « prix » des items en surplus de demande et baisser celui des items en surplus d'offre.

Chaque personne reprend ensuite son plan de consommation et le modifie à la lumière des nouveaux prix et de ses priorités personnelles. Si un item est important pour moi, je peux maintenir mon niveau de consommation initial. Ce faisant, je devrai par contre diminuer ma consommation ailleurs, puisque le prix de l'item est plus haut que ce que j'avais prévu. Cette augmentation du prix reflète le fait que certaines personnes vont devoir travailler davantage pour me fournir le bien que je demande.

De même, chaque lieu de travail revoit son plan de production. Si le produit est en surplus de demande, les travailleurs doivent se consulter et décider s'ils veulent travailler davantage et si oui de combien.

Les consommateurs peuvent au besoin consulter l'information qualitative justifiant une faible offre. Réciproquement, les producteurs peuvent consulter l'information qualitative justifiant une forte demande. Gros avantage de la planification.

Les modifications apportées à ces deux plans forment les deuxièmes propositions de consommation et de production. Chaque écopar pourrait décider de la façon dont le comité facilitateur d'itérations encadrera les modifications apportées aux propositions pour s'assurer qu'elles convergent vers un plan réalisable.

À terme, le plan résultant de ces itérations a été obtenu de façon solidaire et équitable. Le prix des items tient compte des conditions de travail, des gens qui les produisent et du coût global qu'il impose à la société. Le marché peut-il en dire autant?

JEAN-RENÉ DAVID
jrdavid@arobas.net



Denise Bombardier a créé la controverse au Point.

L'horrificante Mme B.

Denise Bombardier a publié un recueil de ses chroniques qui paraissent dans *Le Devoir*. Si l'idée qu'on puisse encore tuer des arbres pour retranscrire pareilles niaiseries est terrifiante, il faut se rassurer. En effet, la couverture est à ce point repoussante (= rose nananne + jaune caramel + Denise Bombardier) et le titre tellement épouvantable (*Propos d'une moraliste*) que personne n'osera y toucher de peur d'être contaminé.

Norman Mailer s'attaque aux Bushistes

L'ANTIAMÉRICANISME est à la mode cet automne. On peut prévoir, à la lecture des titres à paraître, que de chaudes discussions sur le sujet auront lieu dans les cercles littéraires et intellectuels, comme dans les cirques médiatiques. Peut-on être 100% américain et « souffrir » d'antiaméricanisme? Si l'opposition farouche aux idées fascisantes de la junte militaro-industrielle du Commandant en chef George Bush II est antiaméricaine, alors, l'écrivain américain Norman Mailer nous sert une belle leçon « d'antiaméricanisme primaire » dans *Pourquoi sommes-nous en guerre?* Ce pamphlet contient tout ce qu'il faut pour perturber profondément Mario Roy et l'équipe de « chercheurs » de la chaire Raoul-Dandurand au grand complet.

Après avoir condamné sévèrement le terrorisme, comme il se doit, Mailer s'attarde surtout à analyser les effets désastreux des attentats du 11 septembre sur la société américaine. Pour lui, c'est l'exaltation patriotique qui menace l'Amérique, pas le terrorisme. Le patriotisme est l'homme de main du totalitarisme, pense Mailer. « En Amérique, on croirait qu'on joue aux chaises musicales : si la musique s'arrête et que vous êtes pris sans un drapeau à la main, vous sortez du jeu ». Cet aveuglement patriotique a rendu la majorité des Américains « incapables d'assumer une seconde que Bush n'aurait peut-être pas dû se trouver à la Maison-Blanche ». Son élection est en quelque sorte « légalement illégitime ». Grâce à ce patriotisme exacerbé, les Bushistes ont pu imposer un virage à droite accéléré à la société américaine tout en stimulant le militarisme et l'impérialisme par l'entremise d'un appareil de propagande de masse de style néo-nazi.

Sur la scène nationale rien ne va plus. Les scandales se multiplient à tous les niveaux de la société. Pendant que l'économie s'écroule à cause de « la fourberie dévastatrice du grand capital », les prêtres catholiques pédophiles et le FBI, doivent faire face à la justice. De plus, les Bushistes sont avant tout des ultraconservateurs : plusieurs sont des chrétiens militants. « Du point de vue chrétien l'Amérique est au bord du pourrissement. L'industrie du spectacle véhicule l'amoralisme. Des nombres dénudés se trémoussent sur tous les écrans de télévision, aussi béants et effrontés que des bêtes sauvages ». Le double pari de la Maison Blanche, c'est qu'en imposant un état de guerre mondiale, toute cette débauche sexuelle hétéro ou travestie, ces histoires de mariage gay, apparaîtront « comme un luxe insensé » et retourneront au

placard, pendant que l'industrie guerrière sauvera l'économie. Le problème, c'est que la démocratie risque de disparaître de l'Amérique du Nord par la même occasion.

« Je crois, écrit Mailer, que la forme de gouvernement évidente pour la plupart des peuples, en raison des aspects les plus repoussants de la nature humaine, est le fascisme. Celui-ci se rapproche plus de la nature que la démocratie ». Voilà pourquoi la démocratie est si fragile et continuellement en danger. Mailer propose une solution pour le moins originale à la dictature économiste. La démocratie évolue grâce au choc des idées, constate-il. Pour sauver la démocratie en Amérique, la gauche et la droite devraient s'unir pour déconcentrer le centre mercantile. Après l'état de guerre, rien n'est pire que l'idée d'un consensus économique mou pour tuer la démocratie.

« Lorsqu'on appartient à une grande nation, on se doit de la critiquer pour la rendre remarquable », écrit-il. Il rappelle par exemple, qu'en 1959 il a déclaré en direct à la télévision que J. Edgar Hoover, toujours directeur du FBI « avait fait plus de mal à l'Amérique que Joseph Staline » pendant la chasse aux sorcières maccharthyste. Des années plus tard, grâce à la Loi sur la liberté de l'information, Mailer à eu accès à son dossier du FBI contenant au moins 300 pages dont 80 consacrées à cette intervention. Malgré tout, il n'a jamais été embêté par les autorités pour cette histoire. Il est normal, croit-il, qu'un État surveille ses dissidents, tant qu'il les préserve de la censure et des injustices du système judiciaire.

Qu'arrivera-t-il à la société américaine si un nouvel attentat terroriste majeur se produit? Les Bushistes « n'auront tout simplement pas la force de caractère ou l'intelligence de lutter pour la notion de liberté si nous sommes soumis à l'horreur ». Mailer craint que la dissidence et la liberté d'expression soient les prochaines victimes du terrorisme. « De même que l'on parle de condition précancéreuse pour un organisme, je crois que nous sommes ici, dans l'Amérique d'aujourd'hui, face à une situation prétotalitaire », conclut-il. *Think about it!*

JACQUES BOUCHARD

Norman Mailer, *Pourquoi sommes-nous en guerre?*, Paris, Denoël 2003.

Lutter par l'assiette

L'ÉTHIQUE EST UNE MALÉDICTION. Elle nous attrape quand on est jeune et con, quand on veut croire que le monde peut encore changer et, suprême folie, quand on croit qu'on peut participer à ce changement. On situe alors certains projets essentiels, certaines luttes importantes, on s'exprime et on cherche des alternatives. Quand l'âge nous tombe dessus et que notre cerveau se ramollit, ou bien on devient un salaud et on consacre le reste de notre vie à l'argent, au pouvoir et à la luxure ou alors la calamité éthique nous envahit tranquillement. Elle prend peu à peu la place du sens et un jour on se rend compte qu'on ne peut plus vivre sans elle.

D'après ce qu'on devine en lisant *L'envers de l'assiette*, Laure Waridel a contracté cette damnation par son milieu familial. En effet, la cofondatrice d'Équiterre a grandi dans une famille d'agriculteur qui avaient l'environnement et la justice sociale très à cœur. Elle souffre donc d'une des pires formes de l'éthique, celle qui rend ceux qui en sont atteints particulièrement contagieux. Pour preuve, dans *L'envers de l'assiette*, qui vient d'être réédité et mis à jour chez Écosociété, elle nous propose une approche éthique de notre rapport à la nourriture.

Pour ce faire, elle établit trois critères à garder en tête alors que nous poussons gaiement carrosse dans les allées propres et parallèles des supermarchés. Une formule simple : 3N-J pour Nu, Non-loin, Naturel et Juste. En la suivant nous pouvons faire des achats responsables et intelligents quand vient le temps de penser à notre estomac.

En bref, il s'agit de préférer les aliments les moins emballés, qui sont produits le plus près de nous, qui n'ont pas été génétiquement modifiés ou arrosés de pesticides et qui sont cultivés dans des conditions justes pour le travailleurs. Plus question donc de choisir nos aliments seulement en regard de leur allure ou de nos goûts du moment. Il faut, désormais, s'informer de la provenance des aliments et faire nos achats selon la saison.

Ces idées viennent étendre la damnation éthique jusque sur notre table. Lutter pour un monde meilleur et nous battre pour la cause ne pourra plus se faire avec un BigMac ou un banane Dole dans le ventre. Ce qui, il y a quelques années encore, était considéré comme un choix privé ou relevant uniquement de questions de santé et de bien-vivre devient éminemment politique.

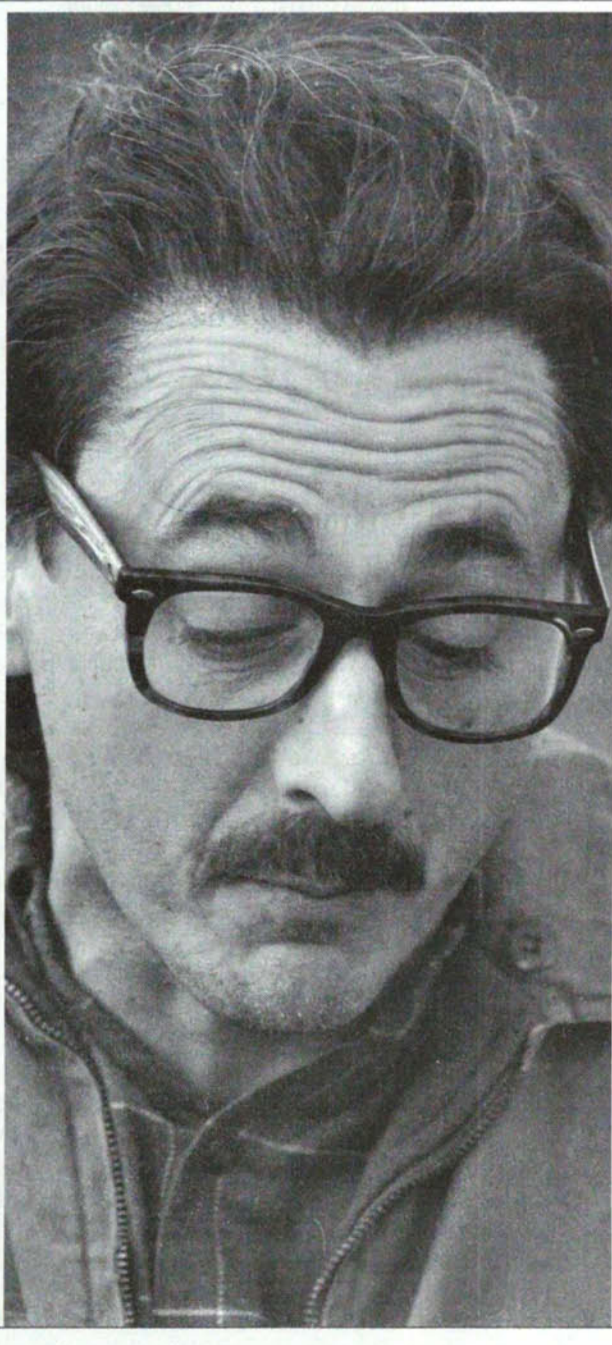
Le livre de l'éminente chroniqueuse de la papesse Bazzo affirme bien cette... *extension du domaine de la lutte...* mais prenons soin de ne pas en faire une réduction. Ne tombons pas dans un fétichisme du bio ou de l'équitable. En effet, la table est maintenant un lieu de combat où nous devons être irréprochables mais c'en est un parmi plusieurs autres. Comme toute bonne épidémie, l'éthique ne se déplace pas, elle ne fait que s'étendre.

SIMON TREMBLAY-PEPIN

Laure Waridel, *L'envers de l'assiette et quelques idées pour la remettre à l'endroit*, Montréal, Écosociété, 2003.



Unis nous triompherons.



Jeudi 21 h / Dimanche 20 h

Simonne et Chartrand La suite

Ce couple d'idéalistes et de fonceurs a façonné le Québec moderne. Ne ratez pas la suite de la populaire télésérie *Chartrand et Simonne*. En six épisodes. Avec Luc Picard et Geneviève Rioux.

Scénario : Diane Caillier

Réalisation : Alain Chartrand



Télé-Québec
telequebec.tv

Ça change de la télé

Le lifting de la vieille putain de la rue Saint-Jacques

Power Corporation a acquis de nouvelles rotatives. Il était plus que temps! « Le plus grand quotidien français d'Amérique » était devenu le papier d'emballage à épluchures de patates le plus mal imprimé d'Amérique.

LES PROPRIÉTAIRES ont profité de l'occasion pour publier un cahier spécial d'autocongratulations assez putassier, merci. On dirait une vieille prostituée qui croit que son lifting lui a redonné sa virginité. Guy Crevier, président et éditeur, qualifie son journal de « quotidien de référence ». Ça dépend pour qui. Pour la droite conservatrice de Canada Inc., sans doute. Pour les autres, *La Presse*, *Le quotidien de référence incontournable en matière de désinformation de qualité*, est un journal de publicité et de propagande capitaliste classique. « *La Presse* est un lieu de prédilection pour [...] la liberté d'expression et la liberté d'entreprendre [et] l'encouragement et la promotion de la diversité d'opinion », écrit le rédacteur du mot d'introduction signé par André Desmarais, gendre de Jean Chrétien et président de Gesca.

À qui appartient-elle, cette belle liberté d'expression? « La liberté d'expression est accessible tout comme n'importe quel produit au sein d'une économie capitaliste [...] elle est disponible en grande quantité, sauf que vous n'y avez accès qu'avec beaucoup d'argent »¹. Bref, la liberté d'expression appartient au propriétaire du journal. Ou'est-ce qu'un éditorial? Lisons la définition d'Alain Dubuc, l'ancien éditorialiste en chef de *La Presse*. Dans un papier titré assez bizarrement: « Qui contrôle les médias? Personne! » (13-2), Dubuc écrit: « J'ai une expérience concrète de ces choses, comme éditorialiste en chef pendant de nombreuses années dans un groupe et donc gardien de l'idéologie, responsable de ce que l'on appelle les pages du propriétaire. [...] les propriétaires peuvent faire valoir leurs points de vue dans les médias, ce qui est particulièrement vrai dans la presse écrite. Nos quotidiens, [...] font une distinction entre leurs pages d'information, qui visent l'objectivité, et leurs pages éditoriales, ou peuvent s'exprimer directement et indirectement les propriétaires. Ce sont là des règles connues, respectées, et que les lecteurs ont appris à décoder. »

En d'autres mots, les journalistes doivent rester « objectifs », et éviter de laisser transparaître leurs opinions personnelles. Les seuls autorisés à faire usage de la liberté d'opinion tant vantée sont les chiens savants qui font des cabrioles intellectuelles dans les pages du propriétaire. C'est clair. André Pratte, l'actuel rédacteur en chef des pages du propriétaire, avouait en direct à Christiane Charette en rougissant un peu du bout des oreilles, qu'un éditorialiste de *La Presse* doit être fédéraliste. Il s'est défilé quand Charette a demandé s'il avait dû, lui, un ancien souverainiste, se « convertir » pour avoir la job (SRC 12-10). Un éditorialiste doit être la voix de son maître, point. *La Presse* ne défend pas des idées, elle défend les politiciens financés par Power Corporation et les intérêts de ses clients. On y admet bien quelques fous du roi de talent, tel Foglia, pour amuser la galerie, en sachant pertinemment que leur style libre et outrancier fera ressortir le ton sérieux des éditoriaux.

« Dans les systèmes démocratiques de dirigisme mental, on juge nécessaire de prendre en charge toutes les facettes du débat: rien ne doit rester pensable qui ne soit dans la ligne du Parti. [...] Les "critiques responsables" apportent une contribution non négligeable à cette cause, ce qui explique qu'ils sont tolérés voire honorés. La nature des systèmes occidentaux d'endoctrinement a échappé à Orwell et d'une manière caractéristique, n'est pas comprise des dictateurs, qui ne saisissent pas l'utilité pour la propagande d'une position critique regroupant les hypothèses fondamentales de la doctrine officielle et par la même marginalisant la discussion critique authentique et rationnelle qu'il faut bloquer. »²

Par exemple, la droite a progressivement remplacé la gauche par l'extrême-droite, comme antagoniste. « L'union de la droite — enfin conclue — ne peut être qu'une bonne chose pour la démocratie canadienne », écrit André Pratte. Le public aura l'impression d'une opposition d'idées entre les Libéraux et les Alliés-conservateurs, alors qu'il s'agit au contraire de deux facettes d'une même idéologie. Les groupes d'intérêt de droite, le Conseil du patronat et les millionnaires qui financent l'Institut économique de Montréal en tête, ont soutenu l'ADQ pour introduire dans le débat public des idées d'extrême-droite qui auraient été jugées odieuses si elles avaient été présentées à l'origine par le parti Libéral, qui a tôt fait de s'en emparer par la suite. Le rôle de l'ADQ n'était pas de prendre le pouvoir, mais d'intro-

duire les idées d'extrême-droite dans le débat public, particulièrement l'abolition des services sociaux et la privatisation des services essentiels, tout en occultant les idées des partis plus à gauche.

Vous remarquerez en écartant les pages de la vieille putain de la rue Saint-Jacques (née en 1894) que les idées de gauche n'y ont pas leur place, sauf quand on ridiculise la « gogauche caviar » en page éditoriale. La prétendue objectivité des médias est un mensonge. Le mensonge par omission totale ou partielle est un des outils privilégiés des désinformateurs. « Je suis libre de dire tout ce que je veux. Je peux donner un nombre illimité de conférences à des auditoriums de milliers de gens et personne ne peut empêcher cela. Mais, bien sûr, les plus grands médias américains ne diffusent pas et ne diffuseront jamais un discours comme le mien. C'est tout à fait logique puisque mes idées vont à l'encontre de leurs intérêts », écrit Chomsky³. La société actuelle n'est pas plus fondamentalement à droite qu'elle l'était. C'est une illusion entretenue par la presse capitaliste qui occulte totalement les politiciens de gauche et les idées qui contredisent les visées des propriétaires de presse qui rêvent de s'emparer des services publics. On sait que Power a l'œil sur les hôpitaux et l'eau potable, entre autres.

Guy Crevier, l'éditeur, termine sa tirade publicitaire par une vibrante profession de mauvaise foi: « Nous entendons demeurer la source d'information complète et crédible que nos lecteurs ont appris à apprécier ». Pour être crédible, justement, il aurait dû écrire: « nous entendons demeurer la source d'information partielle et biaisée qui plaît tant à nos patrons et à nos annonceurs ». Mais, laissons le mot de la fin au propriétaire, puisque c'est toujours lui qui a le dernier mot: « Enfin, j'aimerais réaffirmer notre gratitude à nos annonceurs [...leur...] constance nous encourage à leur offrir aujourd'hui un véhicule encore plus efficace pour rejoindre leurs publics. » Ce sont sans doute les seules propositions crédibles dans tout ce bel effort d'autocongratulation dégoulinante de complaisance.

JACQUES BOUCHARD

1 - Noam Chomsky, *Un monde complètement surréel*
- *Le contrôle de la pensée publique*, Lux, 1996-2003

2 - Ibidem

3 - Ibidem

La nouvelle *Paresse* revue et corrigée

PAR VOTRE CANARD PRÉFÉRÉ

VOTRE GUIDE

À la découverte de votre nouvelle Presse

Toujours le même joli rouge fédéraliste, pour bien rappeler les couleurs du journal.

L'équerre permet d'enlever de l'information pour la remplacer par des photos tape-à-l'œil.

Martha Stewart refuse de refaire la maquette du *Couac*, invoquant la clause d'exclusivité la liant à *La Presse*.



Un logotype rafraîchi, au dessin contemporain, qui exprime clairement le dynamisme de votre journal.

Grâce à la vitrine en équerre, vous voilà informé en un coup d'œil, des éléments essentiels de votre quotidien.

Une nouvelle palette de couleurs originales vous permettant de distinguer les éditions de semaine et de week-end, ainsi que chacun des cahiers thématiques.

Un guide? Cela confirme nos pires soupçons à propos des lecteurs de *La Paresse*: ils ne savent pas comment lire un journal.

Ils changent de fonte mais au fond c'est toujours la même police.

N'importe quoi pour faire nouveau... Comme si on était pas capable de distinguer un bon papier de Foglia d'un torchon de Roy ou Picher.

La nouvelle maquette de *La Presse* est encore plus claire, uniforme et contemporaine. Elle reflète sa personnalité et ses valeurs: clarté, cohésion, simplicité et dynamisme.

Une nouvelle famille de caractères et une hiérarchie de l'information claire, pour faciliter la lecture de votre journal.

Une seconde police de caractère nettement distinctive, afin de vous aider à mieux repérer vos chroniqueurs et chroniqueuses favoris.

Les débats de société qui «n'élargiront» pas dans *La Presse*

LES PROPRIÉTAIRES de *La Presse*, le quotidien de référence en matière de désinformation au Québec, prétendent « contribuer à élargir les débats de notre société ». Voici quelques exemples des débats de société qui « n'élargiront » pas dans *La Presse* parce qu'ils ne servent pas les intérêts des propriétaires et des annonceurs du journal.

Le couronnement de Paul Martin devrait soulever de sérieuses questions sur la légitimité du processus démocratique canadien actuel. Les éditorialistes de *La Presse* ne manquent jamais une occasion de condamner, avec raison, le déroulement des élections bidons à Cuba, en Tchétchénie ou en Irak, là où les présidents sont « élus » sans opposition. Le fait que Paul Martin soit sacré premier ministre avant la course à la chefferie parce qu'il est le candidat qui a recueilli le plus d'argent des grandes entreprises, la plupart grassement subventionnées par l'État, devrait être dénoncé haut et fort par l'ensemble des journalistes et des éditorialistes comme antidémocratique. Le couronnement de Paul Martin rabaisse la crédibilité du processus démocratique canadien au niveau des dictatures tiermondistes et des républiques bananières.

L'amoralité de Paul Martin qui a enregistré ses compagnies dans des paradis fiscaux

pour ne pas payer sa part d'impôts sur le revenu le rend inapte à gouverner l'État. Le NPD lance un site Internet (www.drapeauvendre.ca) dénonçant ce scandale. La nouvelle se retrouve en page A7, alors qu'elle aurait dû faire la Une, silence des éditorialistes. Le gouvernement du Canada peut poursuivre ses citoyens pour s'être livrés à la pédophilie à l'étranger, on ne voit pas pourquoi il ne pourrait pas criminaliser le recours aux paradis fiscaux. Si, « le travail au noir c'est du vol », les paradis fiscaux c'est du grand banditisme. S'il y a des criminels organisés, ce sont bien les hommes d'affaires « honnêtes » qui multiplient les sociétés bidons pour voler la collectivité. Ils devraient faire la Une aussi souvent que les Hell's Angels, qui eux, y sont abonnés. Si les impôts des travailleurs sont si élevés c'est surtout parce que l'Amérique est gouvernée par et pour les millionnaires.

Le Devoir (10-10) nous apprenait récemment que les entreprises montréalaises paient l'eau potable 22 cents le mètre cube, alors qu'il en coûte 54,36 cents pour le produire. Silence de *La Presse* et de ses éditorialistes. Paul Desmarais junior est membre du conseil d'administration de Suez SA, ex-Lyonnaise des Eaux. Power Corp veut voler

le réseau d'aqueduc montréalais aux contribuables. Une fois le réseau privatisé, l'entreprise devra réaliser des profits, donc charger à tout le monde 55 cents le mètre cube plus 25, 50, voire 100 % de plus, pour maintenir une « saine rentabilité ». Les industriels qui verront leur facture d'eau potable passer de 22 cents à 75 cents, voire à un dollar le mètre cube vont crier au meurtre, à « l'entreprisicide » et aux pertes d'emploi manufacturiers. Ils obtiendront des subventions, alors que les consommateurs-contribuables devront payer le plein prix. Résultat ces derniers se feront doublement fourrer. Il devront payer leur eau potable trois, quatre fois plus cher qu'aujourd'hui, et ils n'obtiendront pas les réductions d'impôt ou de taxes qu'on leur a fait miroiter (par l'entremise des « quotidiens de référence ») puisqu'ils devront aussi payer l'augmentation de la facture de l'industrie privée subventionnée.

Arrêtons nous ici, car la liste des sujets que *La Presse* occulte est aussi longue et aussi variée que l'organigramme de Power Corporation et les pages du *Couac* ne seraient pas assez nombreuses pour les recenser.

JEAN-MARIE LALIBERTÉ

Faire le vide

Pour étrenner sa nouvelle maquette, *La Presse* invitait ses lecteurs à partager leurs souvenirs personnels liés au journal, dans le but de publier les lettres les plus têtues. Un lecteur déçu de ne pas avoir été choisi nous a envoyé la sienne.

Le matin, au lever, j'ai besoin de faire le vide... Je ramasse en vitesse le cahier A de *La Presse*, avant d'aller m'installer sur le trône. Après avoir parcouru la Une en diagonale, j'attaque la page éditoriale. On pourrait dire littéralement, que chaque matin, les éditorialistes de *La Presse* me font chier.

Merci *La Presse*, grâce à tes éditorialistes, je n'ai plus de problèmes de constipation.

ALLEN BRAND

L'essentiel

Comment se fait-il qu'au lendemain du lancement de la « nouvelle » *Presse*, Guy Crevier, son directeur, ait eu le temps d'aller clavarder avec ses lecteurs au sujet de ladite nouveauté? Sans doute qu'une fois la ligne graphique établie, l'essentiel du travail est fait...